

Bulletin d'histoire politique

Jack Jedwab, English in Montreal, A Layman's Look at the Current Situation, Montréal, Éditions Images, 1996, 166 p.

Pierre Drouilly



Volume 5, numéro 2, hiver 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063615ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063615ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Drouilly, P. (1997). Compte rendu de [Jack Jedwab, English in Montreal, A Layman's Look at the Current Situation, Montréal, Éditions Images, 1996, 166 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 5(2), 152–155. <https://doi.org/10.7202/1063615ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'auteur, réaliste, sait bien que la Charte est là pour longtemps. Alors que faire? Sa conclusion est donc plutôt un appel à la lucidité, à apprendre «comment nous en protéger».

Notons en terminant l'excellente qualité de la traduction, attribuée à Hervé Juste, et la belle présentation du volume.

Alain Beauvais
juriste

Notes

(1) Le livre contient d'ailleurs des passages savoureux sur les juges; le lecteur remarquera ceux sur Jules Deschênes.

(2) Michael Mandel, *The Charter of Rights and the Legalisation of Politics in Canada*, 2d ed., Toronto, Thompson Educational Publishing, 1994, 542 p.



**Jack Jedwab, *English in Montreal, A Layman's Look at the Current Situation*,
Montréal, Éditions Images, 1996, 166 p.**

Jack Jedwab est directeur exécutif du Congrès juif canadien, section Québec. Fils d'immigrants juifs d'Europe de l'Est arrivés au Canada après la Seconde Guerre mondiale, né au Québec, il est l'exemple vivant du problème linguistique vécu par le Québec: Jack Jedwab est en effet, malgré ses origines, de langue maternelle anglaise. Il est toutefois aujourd'hui, note-t-il avec humour, «un anglophone qui essaie de devenir un allophone» puisqu'il s'est mis à l'usage du yiddish comme langue d'usage à la maison. Jack Jedwab est aussi un ardent militant fédéraliste puisqu'il fut à l'origine de la création de la coalition du Congrès juif canadien, du Congrès hellénique du Canada et du Congrès national des Italo-Canadiens mis sur pied au début des années 1990.

Jack Jedwab est bien connu du public francophone par ses interventions publiques en faveur du Canada, mais aussi par les nombreux articles qu'il a écrits dans les journaux francophones, et notamment dans le quotidien *La Presse*, sur des sujets aussi variés que le comportement électoral, la politique linguistique ou les questions démographiques et linguistiques. Ces articles ont souvent pris la forme de débats acerbes avec les démolinguistes francophones, notamment Charles Castonguay, Michel Paillé et Marc Termote.

Dans l'essai qu'il vient de publier, Jack Jedwab reprend pour l'essentiel ces débats, mais cette fois-ci sur un ton très neutre et très détaché. Malgré son titre *L'anglais à Montréal*, son étude est une analyse complète de tous les aspects démologiques de la région de Montréal et non pas seulement de l'avenir de la langue anglaise à Montréal. On y retrouve abordées les questions du vieillissement de la population, de la dénatalité, de l'immigration internationale et interprovinciale, de la mobilité spatiale de la population, des transferts linguistiques, de l'intégration par l'école primaire et secondaire, de l'accès aux niveaux collégial et universitaire, de la langue de travail, de la connaissance des langues officielles du Canada (l'anglais et le français), de la survivance des autres langues, enfin des projections démographiques. Et ces questions sont toujours abordées via l'analyse des groupes linguistiques (anglophones, francophones et allophones, mais aussi avec des données détaillées pour les différentes composantes de ce groupe des allophones).

Jack Jedwab utilise abondamment les données des différents recensements de la population effectués par Statistique Canada, mais aussi des différentes enquêtes et études disponibles, et produites notamment par le Conseil de la langue française, mais aussi par différents ministères et organismes publics et privés. On saura gré à l'auteur d'avoir produit une multitude de tableaux statistiques (quatre-vingt en tout) qui, au-delà de l'interprétation qui en est faite par Jedwab, seront d'une grande utilité pour les lecteurs, même s'ils ne sont pas toujours construits avec toute la rigueur qu'on est en droit de s'attendre d'un travail scientifique.

En ce qui concerne l'interprétation faite par Jack Jedwab de ces données, il va de soi qu'il adopte un ton résolument optimiste concernant l'avenir de la langue française au Québec, à l'opposé de ceux qu'il critique (Castonguay, Paillé, Termote en particulier). Cela est de bonne guerre venant d'un auteur fédéraliste. Rappelons toutefois que Jack Jedwab a toujours adopté des positions sur la politique linguistique québécoise plus modérées que la moyenne des intervenants anglophones: c'est sans doute pourquoi il réussit le tour de force d'essayer de montrer que la situation du français ne se détériore pas, bien au contraire, sans tomber dans un discours apocalyptique concernant l'avenir de l'anglais au Québec.

La clef de la démonstration de Jack Jedwab tient au fait qu'il utilise la Région métropolitaine de recensement de Montréal comme base géographique de ses analyses, et non pas l'île de Montréal, ou les îles de Montréal et Jésus, comme le font habituellement ceux qu'il critique. Il s'agit là d'un débat que Jedwab a mené dans les quotidiens francophones, avec plus de mordant d'ailleurs que dans la présente étude.

Sur le plan méthodologique nous ne pouvons que lui donner raison sur ce point. L'île de Montréal est au mieux un concept géographique, au pire un accident de la nature, alors que le Région métropolitaine de recensement est un concept socioéconomique, que l'on peut critiquer certes, et améliorer, mais qui a au moins le mérite de définir un marché du travail, et donc une aire géographique sociologiquement fonctionnelle. Tous les banlieusards le savent bien, qu'il soient de Laval, de Repentigny sur la rive nord ou de Longueuil ou Saint-Hubert sur la rive sud: ils sont et se sentent montréalais. C'est sur l'île de Montréal, plus précisément dans le noyau urbanisé de la région métropolitaine (qui d'ailleurs déborde l'île centrale), qu'ils travaillent majoritairement (c'est d'ailleurs ainsi qu'est définie la Région métropolitaine), qu'ils vont au cinéma, au théâtre ou au restaurant, qu'ils magasinent à l'occasion, qu'ils y ont des amis, des parents ou même parfois des enfants adultes. Bref, Montréal n'est pas seulement un ville (concept juridique), une île (concept géographique), c'est surtout une zone urbaine métropolitaine (concept sociologique).

Sans entrer dans le détail des arguments présentés par Jedwab dans sa démonstration, et sans critiquer les données qu'il utilise, exercice que nous laisserons à ses lecteurs, il est cependant une critique de fond que nous devons lui adresser (et qui s'adresse aussi à ceux avec qui il débat), et qui est de nature plus épistémologique que méthodologique. Tenter de démontrer la force du français, comme le fait Jedwab, ou sa faiblesse comme le font les auteurs francophones, à partir du nombre ou de la proportion de francophones à Montréal, de bilingues parmi les anglophones, d'immigrants utilisant le français dans la vie de tous les jours, etc., passe à côté de la question de fond. La survie du français au Québec et à Montréal n'est pas liée uniquement au nombre de Québécois qui utilisent le français à la maison, au travail ou dans la vie sociale. Après tout, avant la Conquête le français était la langue commune des Canadiens, futurs Québécois. Mais deux siècles de domination politique, économique et culturelle, ont fait du français au Québec une langue blessée. La question est de savoir si cette blessure est mortelle ou pas.

La survie du français au Québec est principalement liée à la volonté collective des Québécois francophones de vivre, de travailler, de créer et de se développer en français. Mais quand on voit qu'une bonne partie des élites québécoises ne rêve que de faire apprendre l'anglais à ses enfants, que le bilinguisme est encore largement perçu comme un garant de promotion sociale (pas la connaissance de langues étrangères, mais le bilinguisme à la canadienne, c'est-à-dire anglais-français exclusivement), que même les dirigeants politiques souverainistes (René Lévesque, Pierre-Marc Johnson, Jacques Parizeau, Lucien Bouchard) ont fait ou font encore la promotion du

bilinguisme, on est en droit d'être pessimistes sur l'avenir du français au Québec. Et cela n'a rien à voir avec les données statistiques tirées des enquêtes ou du recensement. Le français cessera d'être menacé au Québec seulement lorsqu'il cessera d'être dominé par l'anglais: et cette domination commence malheureusement bien souvent encore dans la tête des francophones eux-mêmes.

Pierre Drouilly,
Université du Québec à Montréal

•••

Jack Jedwab, *English in Montreal, A Layman's Look at the Current Situation*,
Montréal, Éditions Images, 1996, 166 p.

Cette plaquette est l'écrit le plus mal fichu, tant par la forme que par le fond, qu'il m'a été donné de lire. En conséquence du bilan inadéquat de la situation linguistique publié par le gouvernement au printemps dernier, on peut maintenant dire n'importe quoi sur la langue. En prime, on nous le dit ici n'importe comment.

Jusqu'au titre qui est tordu. *Layman's look* mon œil. La présentation indique que, docteur en histoire du Québec, spécialiste en relations interculturelles, l'auteur a professé sur les minorités québécoises à l'Université McGill. Dans sa préface, il se place d'ailleurs sous le parrainage du professeur Victor Piché, directeur du département de démographie de l'Université de Montréal. On précise encore que le Dr Jedwab est présentement directeur du Congrès juif du Canada, section Québec. Un universitaire, donc, mais surtout un lobbyiste, parce qu'il fait fi du devoir de rigueur qui incombe à un chercheur.

Le Dr Toulemonde plaide sa cause dans un anglais pas sortable. Pas une page sans faute de grammaire, d'orthographe ou de ponctuation. Le lecteur s'épuise à deviner le sens d'un idiome approximatif dans lequel *decennial* signifie une période quinquennale (p. 40-43) et qui aligne jusqu'à quatre phrases consécutives mal construites (p. 29).

Cela sert sans doute le propos. Sous prétexte de «comblé une lacune criante dans l'état de la recherche sur la situation de la communauté anglophone au Québec» (quatrième de couverture), Jedwab prétend par toutes sortes de pseudodémonstrations confondre «certains» démographes (jamais nommés) coupables à ses yeux d'attiser indûment l'appréhension des francophones